



REPÈRES - Mars 2024

Observatoire transfrontalier des professionnels de santé

Infirmiers et aides-soignants, un enjeu transfrontalier

Préambule



Comme d'autres secteurs, celui de la santé est un secteur où les interdépendances franco-suisse sont très fortes. Les besoins de nos populations sont, de part et d'autre de la frontière, semblables et importants. Pour y répondre, disposer de personnels soignants compétents et engagés est un enjeu crucial. Les établissements suisses emploient de très nombreux professionnels de santé, notamment infirmiers. Cette situation crée des difficultés pour l'offre de santé côté français pour laquelle il faut pouvoir apporter des solutions. Or celles-ci ne peuvent se fonder que sur une connaissance des dynamiques en matière de démographie de professionnels de santé sur l'ensemble du bassin franco-genevois et vaudois.

La relance de l'observatoire transfrontalier demandée par la commission santé du Comité régional franco-valdo-genevois, dont la présente étude constitue une première concrétisation, permettra de disposer d'un outil supplémentaire de compréhension des enjeux en matière de professionnels de santé dans les établissements de santé et dans une perspective plus large, de réponses aux besoins des populations. Ce travail partagé devra se poursuivre et s'approfondir afin notamment de mieux connaître les parcours des professionnels concernés.

**Le mot
de Cécile Courrèges**
Directrice générale
de l'ARS Auvergne-
Rhône-Alpes
France



Genève ne pâtit pas aujourd'hui d'une pénurie dans le domaine des professions de la santé au point de voir ses prestations mises en danger. Toutefois la menace de déficit de ce type de personnel pour l'avenir et le déséquilibre transfrontalier que nous connaissons actuellement placent notre région dans une situation qui n'est pas durable. Il faut tenter de corriger ce déséquilibre et d'agir des deux côtés de la frontière pour assurer une relève à même de répondre aux besoins de nos populations.

Les causes de la tension dans ce domaine professionnel sont identiques de part et d'autre de la frontière. Le vieillissement de la population et l'augmentation des besoins en soins, la baisse de l'attrait pour les métiers du soin, les conditions de travail, l'insuffisance de formation, ainsi que l'évolution et la dynamique de l'emploi sont autant de facteurs qui doivent être analysés.

Une insuffisance de personnel risque de provoquer tôt ou tard une baisse de la qualité de nos systèmes de santé.

Afin de mieux répondre à ces défis et pour réduire ces risques, il est indispensable de pouvoir agir en toute connaissance de cause, sur la base d'informations fiables et partagées en matière de mobilité des professionnels de la santé sur le marché du travail. L'observatoire transfrontalier des professions de santé répond à cet objectif. Il doit permettre de documenter les déséquilibres et d'identifier les terrains où il est nécessaire d'agir.

Seule une approche globale et concertée permettra de garantir la qualité et la continuité des soins pour toute la population du Grand Genève.

*Le mot
de Pierre Maudet
Conseiller d'État
Suisse*

Contexte et cadrage

Présentation de l'observatoire transfrontalier des professionnels de santé

Le Grand Genève est une zone transfrontalière située entre la France et la Suisse, qui regroupe plus d'un million d'habitants. Il est composé côté suisse de deux entités, à savoir le canton de Genève et le district de Nyon (canton de Vaud) et, côté français, par le Pôle métropolitain du Genevois français situé en région Auvergne-Rhône-Alpes dans les départements de l'Ain et de la Haute-Savoie.

Les systèmes de santé français et suisse y sont étroitement interconnectés, avec des flux importants de patients et de professionnels de santé entre les deux pays.

L'observatoire s'inscrit dans le cadre des travaux de la commission santé du Comité régional franco-valdo-genevois. Fruit d'une réflexion partagée depuis une quinzaine d'années par les acteurs de santé des deux pays, l'Agence régionale de santé (ARS) Auvergne-Rhône-Alpes et l'Office cantonal de la santé du département de la santé et des mobilités (DSM) du canton de Genève ont concrétisé le 18 décembre 2015, l'idée d'un observatoire transfrontalier des personnels de santé.

Cet observatoire recueille des indicateurs sur les personnels de santé, de part et d'autre de la frontière et sur l'attractivité de la Suisse sur les personnels formés en France. Ces données sont analysées collectivement.

L'objectif de cet observatoire est de suivre annuellement l'évolution des effectifs des professionnels de santé de ce grand territoire afin de mieux comprendre les besoins du système de santé et de la coopération transfrontalière.

Méthodologie

Le recueil des données porte sur la situation au 31 décembre 2022, dans les établissements de santé. Un focus est fait sur les deux professions largement prédominantes et impactées par la transfrontalité : aides-soignants et infirmiers.

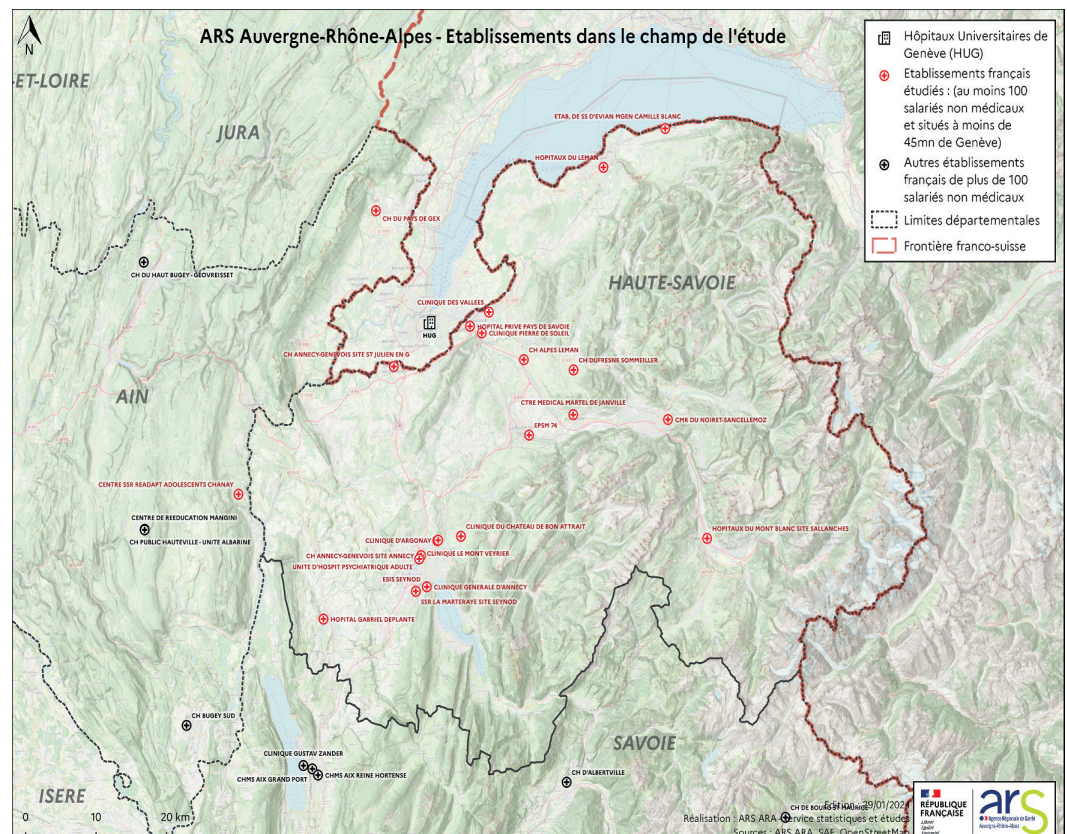
Ultérieurement, l'étude pourra être approfondie sur le parcours des professionnels de santé. Elle pourra éventuellement inclure d'autres métiers de la santé confrontés à une pénurie comme les sages-femmes et les médecins. Il sera également possible d'étudier l'opportunité d'élargir le champ d'observation notamment les établissements médico-sociaux.

En France, les départements de l'Ain et de la Haute-Savoie seront étudiés, et en particulier les zones les plus proches de la frontière suisse.

En Suisse, ce sont les établissements du canton de Genève, notamment les Hôpitaux universitaires de Genève (HUG) qui sont pris en compte dans l'analyse.

Figure 1 : Carte des établissements sanitaires dans le champ de l'étude

- Les sources de données disponibles**
- Pour la France**
- Drees, Statistique annuelle des établissements 2022.
- Insee, Recensements de la population.
- Pour la Suisse**
- Données HUG sur les infirmiers et infirmières et aides-soignants et soignants employés
- Données OCS, enquête annuelle auprès des institutions de santé cantonales¹



¹Site Internet République et Canton de Genève - Mesures de relèvement des professionnels de la santé

Cadrage

À noter

Une part importante des infirmiers et aides-soignants de Haute-Savoie et de l'Ain travaillent en Suisse. Ces ratios sont en augmentation, et sont très élevés dans les zones proches de la frontière

Pour la France :

Dans les départements de l'Ain et la Haute-Savoie, résident respectivement 6 400 et 11 700 infirmiers, et 4 900 et 6 500 aides-soignants, d'après le recensement de la population 2020 de l'Insee. Ces professionnels peuvent exercer dans des établissements sanitaires, en libéral, dans des établissements médico-sociaux, ou autre. Dans l'Ain, 12 % des infirmiers résidents et 8 % des aides-soignants résidents travaillent en Suisse.

Ces ratios s'élèvent à 50 % et 30 % en Haute-Savoie.

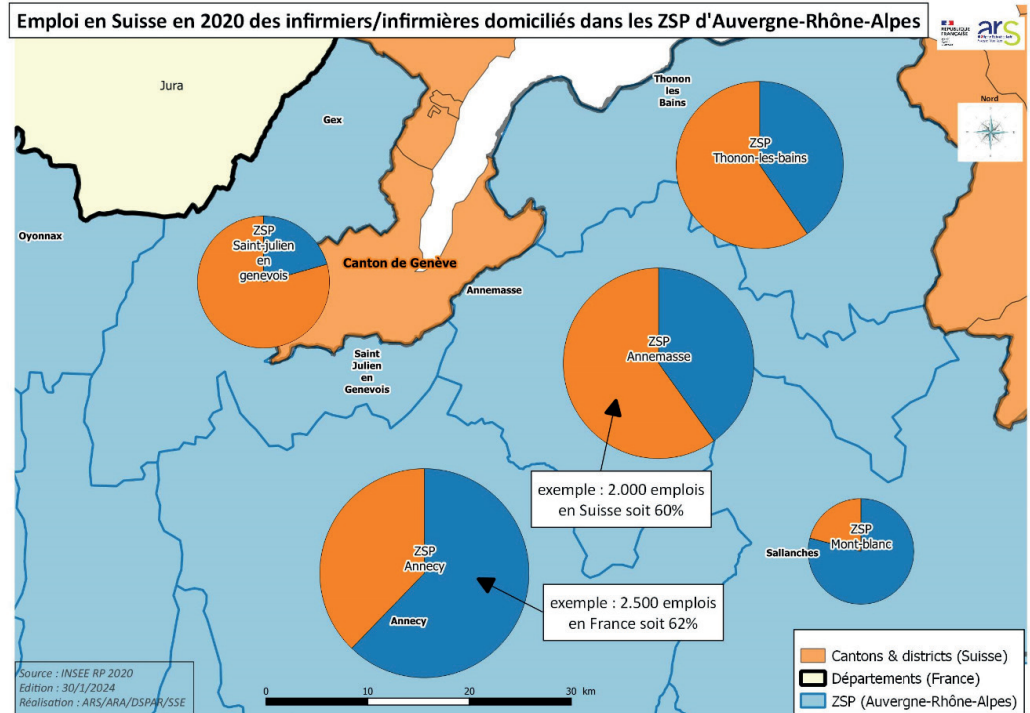
Dans certaines zones proches de la frontière, comme dans la Zone de soins de proximité (ZSP) de Saint-Julien-en-Genevois, ces parts sont particulièrement élevées (79 % et 58 %). Ces ratios ont fortement augmenté entre 2014 et 2020, dans toutes les zones de soins de proximité (voir figures 2 et 3).

Source : Insee, Recensements de la population 2014 et 2020

Figure 2 : Part des professionnels résidant en France qui travaillent en Suisse selon les territoires, en 2020 et 2014

	Professionnels	Nombre de résidents 2020	dont ceux qui travaillent en Suisse	Part de ceux qui travaillent en Suisse		
				2020	2014	
Zone de soins de proximité (ZSP)	Annecy	Infirmiers	4 049	1 529	38 %	31 %
		Aides-soignants	2 146	330	15 %	12 %
	Annemasse	Infirmiers	3 374	2 020	60 %	58 %
		Aides-soignants	1 954	917	47 %	41 %
	St-Julien-en-Genevois	Infirmiers	1 623	1 288	79 %	70 %
		Aides-soignants	1 054	615	58 %	50 %
	Thonon-Les-Bains	Infirmiers	2 590	1 544	60 %	56 %
		Aides-soignants	1 420	439	31 %	26 %
Mont-Blanc	Infirmiers	1 032	216	21 %	16 %	
	Aides-soignants	614	/	/	/	
Départements	Ain	Infirmiers	6 376	740	12 %	11 %
		Aides-soignants	4 858	398	8 %	6 %
	Haute-Savoie	Infirmiers	11 704	5 882	50 %	45 %
		Aides-soignants	6 465	1 967	30 %	25 %

Figure 3 : Part des infirmiers et des aides-soignants qui travaillent en Suisse selon les Zones de soins de proximité (ZSP) d’Auvergne-Rhône-Alpes de résidence



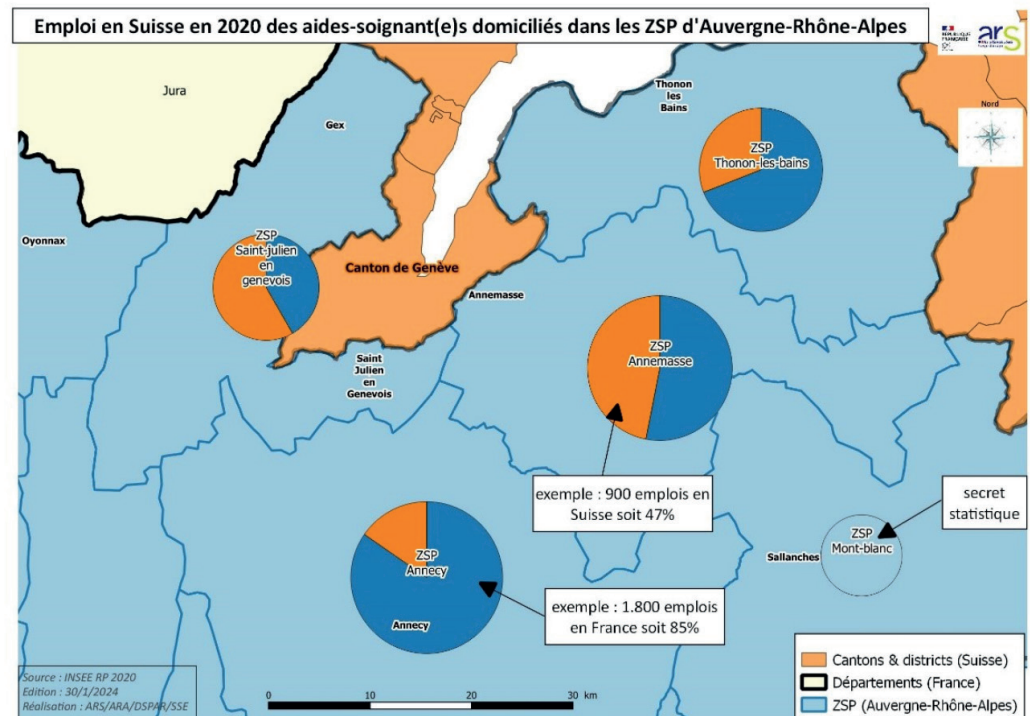
Lecture :

dans les diagrammes, le bleu représente la part des personnels résidant dans la ZSP qui travaillent en France, et le orange celle des personnels qui travaillent en Suisse. Par exemple, dans la ZSP d'Annecy, 85 % des aides-soignants qui résident dans la ZSP travaillent en France.

Le secret statistique s'applique aux résultats statistiques, si ceux-ci permettent de ré-identifier les données confidentielles à partir desquelles ils ont été produits. Les résultats de la ZSP Mont-Blanc ne peuvent ainsi pas être diffusés.

Source :

Insee, Recensement de la population 2020



Pour la Suisse :

Sont pris en compte ici les professionnelles et professionnels de la santé employés par les institutions de soins cantonales. La distinction réalisée pour les résidents des départements de l'Ain et de la Haute-Savoie n'est disponible que pour les données des HUG.

La démographie des personnels infirmiers et aides-soignants

Les personnels infirmiers

5 600
infirmiers
dans les établissements
sanitaires de l'Ain
et de la Haute-Savoie

7 100
dans le Canton
de Genève

Côté français, au 31 décembre 2022, les établissements sanitaires de l'Ain et de la Haute-Savoie emploient 5 620 infirmiers dont 337 cadres, 150 infirmiers anesthésistes, 139 infirmiers de bloc opératoire, 129 infirmiers puériculteurs.

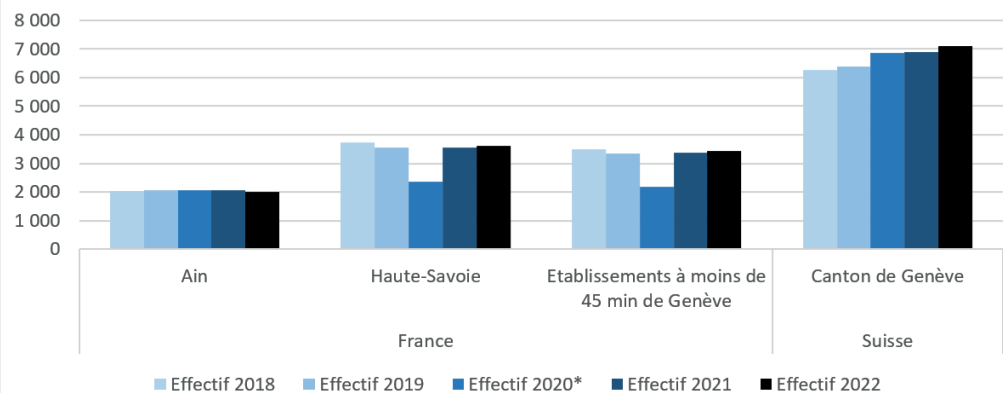
Ces effectifs s'élevaient à 2 003 dans l'Ain et 3 617 en Haute-Savoie. Si l'on considère les établissements situés à moins de 45 minutes de la Suisse dans l'Ain et en Haute-Savoie, 3 446 infirmiers sont concernés.

En prenant en compte le temps partiel des infirmiers, on dénombre 4 915 ETP d'infirmiers dans l'Ain et la Haute-Savoie : 1 792 dans l'Ain, 3 100 en Haute-Savoie, et 2 962 dans les établissements proches de la Suisse.

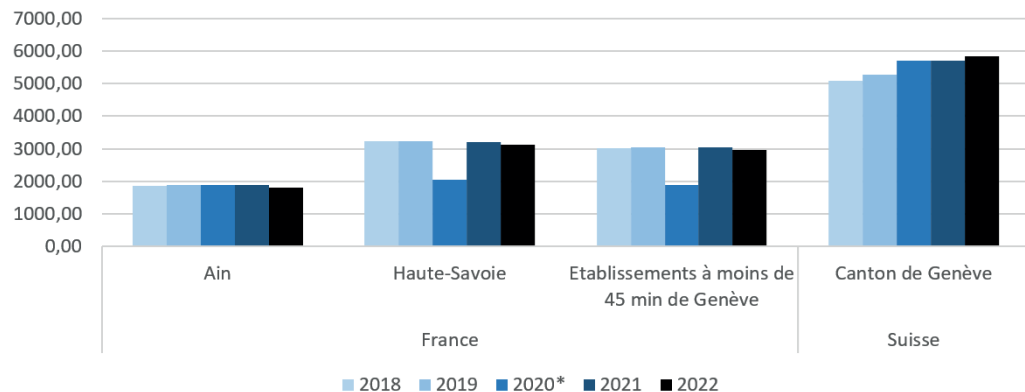
Les effectifs d'infirmiers sont en légère baisse par rapport à 2021 et 2019 (-0.1 % et -0.3 %). L'année 2020, en pleine crise sanitaire, ne peut pas être analysée finement car de grands établissements n'ont pas répondu à la Statistique annuelle des établissements (SAE). Le nombre d'infirmiers dans le département de l'Ain diminue tout comme l'ETP. Alors qu'en Haute-Savoie, l'effectif des infirmiers est en légère augmentation, tandis que l'ETP diminue.

Figure 4 : Effectifs et ETP infirmiers salariés dans les établissements sanitaires en France et en Suisse de 2018 à 2022

Effectifs



ETP



Sources :

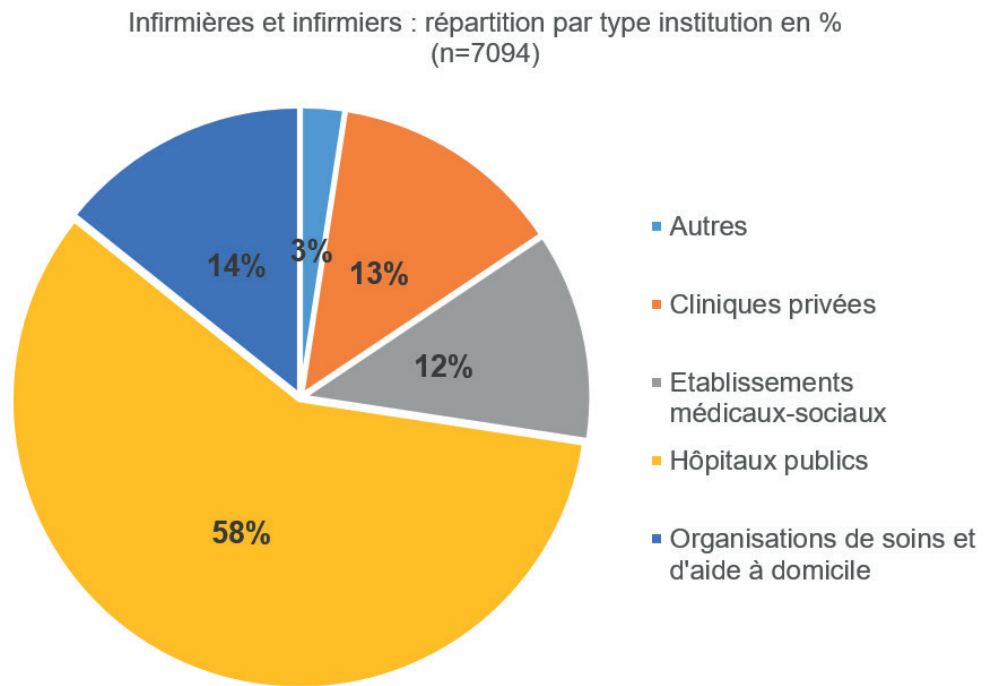
Drees, Statistique annuelle des établissements 2018 à 2022, Office cantonal de la santé, Genève, enquête annuelle 2018 à 2022.

*4 structures de la Haute-Savoie n'ont pas répondu à la SAE 2020 à cause de la crise sanitaire, parmi eux les deux sites du centre hospitalier d'Annecy Genevois.

Côté Suisse, concernant les infirmières et infirmiers, les effectifs dans les institutions de santé ont augmenté. À fin 2022, 7 094 (5 836 ETP) infirmières ou infirmiers travaillaient dans les établissements genevois.

En 2022, la répartition par type d'institution des infirmières et infirmiers en nombre de personnes est détaillée dans la figure 5.

Figure 5 : Répartition des infirmiers par type d'institution



Source :
Office cantonal de la santé,
Genève, enquête annuelle 2022.

Les hôpitaux publics restent les plus gros employeurs d'infirmières et d'infirmiers du canton avec 58 % des emplois occupés.

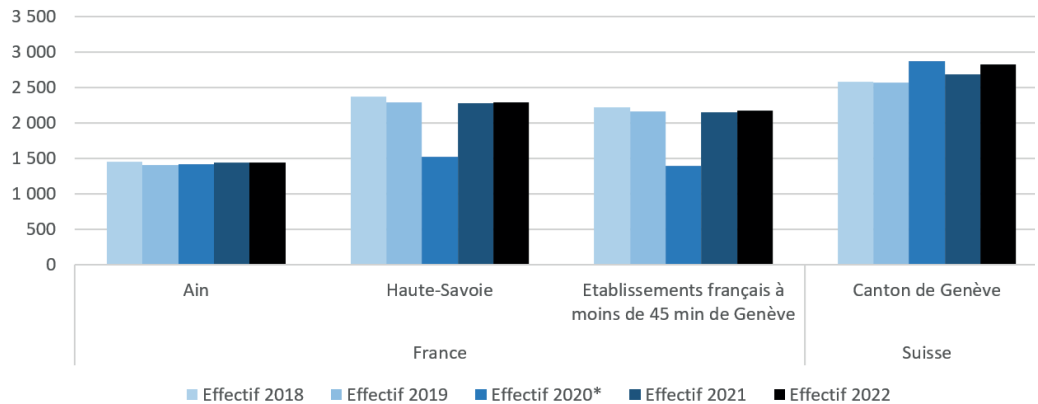
Aux Hôpitaux universitaires de Genève, 49,7 % des infirmières et infirmiers diplômés en France sont domiciliés en Haute-Savoie et 2,7 % dans l'Ain. Le pourcentage d'infirmières et infirmiers diplômés en France et résidants en France est ainsi de 52,4 %.

Les personnels aides-soignants

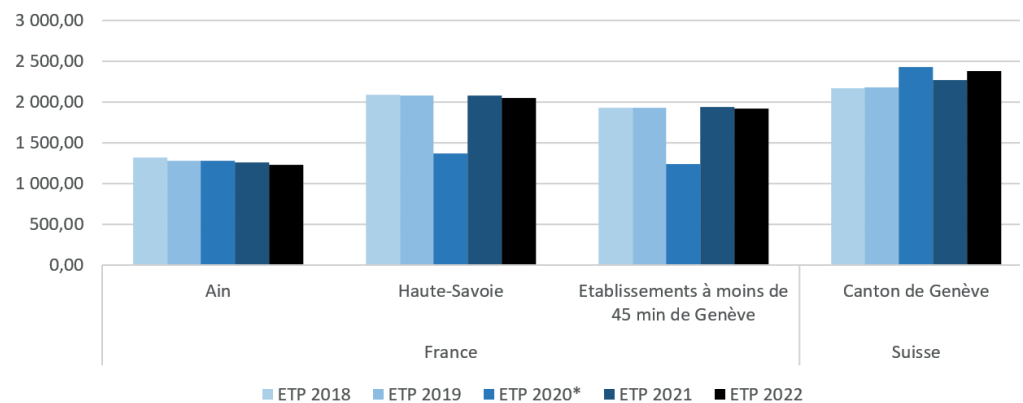
Côté français, au 31 décembre 2022, 3 726 aides-soignants travaillent dans les établissements sanitaires de l’Ain et de la Haute-Savoie, ce qui représente 3 282 ETP.

Figure 6 : Effectifs et ETP aides-soignants salariés dans les établissements sanitaires en France et en Suisse de 2018 à 2022

Effectifs



ETP



Sources :

Drees, Statistique annuelle des établissements 2018 à 2022, Office cantonal de la santé, Genève, enquête annuelle 2018 à 2022.

*4 structures de la Haute-Savoie n'ont pas répondu à la SAE 2020 à cause de la crise sanitaire, parmi eux les deux sites du centre hospitalier d'Annecy Genevois.

3 700
aides-soignants dans l'Ain
et la Haute-Savoie

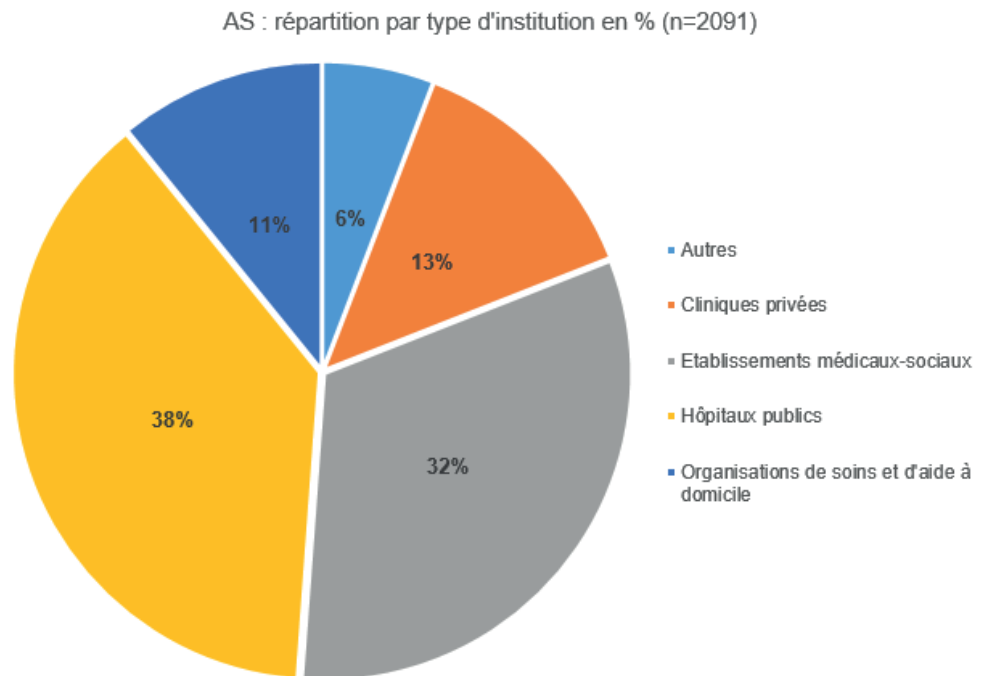
2 800
dans le Canton
de Genève

Côté Genève, tant les effectifs que les ETP des aides-soignants ont augmenté durant la période considérée. Ils sont passés de 2 580 (2 171 ETP) à 2 824 (2 377) personnes employées. Pour rappel, en Suisse, le titre d'Aide-soignante et soignant (AS) n'est plus délivré, mais la profession existe toujours. Le diplôme d'AS a été remplacé par l'attestation fédérale de formation professionnelle d'Aide en soins et accompagnement (ASA). Ainsi ces deux professions sont considérées dans un seul et même groupe dénommé AS dans la présente étude.

Les hôpitaux publics représentent 37 % des emplois occupés par les AS.

Aux Hôpitaux universitaires de Genève, 33,7% des AS diplômés en France sont domiciliés en Haute-Savoie et 2,6 % dans l'Ain. Le pourcentage d'AS diplômés en France et résidents en France est ainsi de 36,3 %.

Figure 7 : Répartition des AS par type d'institution



Source :
Office cantonal de la santé,
Genève, enquête annuelle 2022

La gestion des ressources humaines

Pour rappel, l'attractivité de la Suisse pour les professionnels de santé français est forte :

- les salaires suisses sont en moyenne plus élevés² ;
- les titulaires de la fonction publique hospitalière en France peuvent se mettre en disponibilité sans perdre leur statut, pour partir travailler en Suisse et être même titularisés à Genève dans un autre établissement public.

Formation et politique de recrutement

La formation et l'accueil de stagiaires : un vivier de recrutement essentiel pour les établissements

La formation

En Haute-Savoie, trois établissements ont un Institut de formation en soins infirmiers (IFSI) rattaché : le centre hospitalier Annecy Genevois, le centre hospitalier Alpes-Léman (Ambilly), les Hôpitaux du Léman (Thonon). Les hôpitaux du Pays du Mont-Blanc à Sallanches ont un Institut de formation en aides-soignants (IFAS).

De plus, trois structures non hospitalières complètent l'offre de formation : la maison familiale rurale à Annecy-le-Vieux, le lycée professionnel des 3 vallées à Thonon et la fondation Alia.

²Publication : Le personnel soignant dans le territoire franco-valdo-genevois - 2022

Dans l'Ain, 3 IFSI sont présents : l'IFSI du centre hospitalier Fleyriat à Bourg-en-Bresse, celui du centre psychothérapique de l'Ain également à Bourg-en-Bresse, et l'IFSI du Bugey à Hauteville-Lompnes. L'Ain dispose de 4 IFAS (centre hospitalier Fleyriat à Bourg-en-Bresse, lycée des métiers Marcelle Pardé à Bourg-en-Bresse, IFAS du Bugey à Hauteville-Lompnes et centre hospitalier du Haut-Bugey à Oyonnax).

Ces établissements offrent annuellement 559 places de formation d'infirmiers (250 dans l'Ain et 309 en Haute-Savoie) et 646 places de formation d'aides-soignants (165 dans l'Ain, dont 37 par apprentissage et 481 en Haute-Savoie, dont 87 par apprentissage).

En 2022, dans l'Ain et en Haute-Savoie, 421 étudiants ont été diplômés aides-soignants et 454 diplômés infirmiers (voir Figure 8).

Figure 8 : Diplômés infirmiers et aides-soignants 2021 et 2022, dans l'Ain et la Haute-Savoie

		Nombre de diplômés 2021	Nombre de diplômés 2022
Aides-soignants	Ain	141	125
	Haute-Savoie	293	306
	Ensemble	434	431
Infirmiers	Ain	201	187
	Haute-Savoie	246	267
	Ensemble	447	454

*Source :
Drees,
enquêtes écoles
2021 et 2022*

Le nombre de contrats proposés par les établissements avait fortement diminué jusqu'en 2020 (40 contrats signés). Depuis, le nombre de contrats d'un an pour la troisième année en soins infirmiers augmente et atteint 60 en 2022.

Du côté genevois, le nombre de places de formations (stages et apprentissage) pour toutes les catégories professionnelles soignantes a continué de progresser. En 2022, ce sont 3 799 places de formation qui ont été offertes, dont 3 342 places de stages et 457 places d'apprentissage. (Source : Office cantonal de la santé, Genève, enquête annuelle). Au niveau de la Haute école de santé qui délivre les titres d'infirmières et d'infirmiers, tant le nombre d'élèves, les admissions en 1^{re} année que le nombre de titres délivrés a augmenté jusqu'en 2021. La tendance s'est inversée en 2022, mais le canton avec l'ensemble des partenaires concernés va se lancer dans une vaste campagne de promotion du métier d'infirmière et d'infirmier afin d'augmenter le nombre de candidates et candidats intéressés par cette profession.

Figure 9 : Etudiantes et étudiants, admissions et diplômés à la Haute école de santé

Année	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023
Etudiantes et étudiants	1 255	1 289	1 324	1 352	1 422
dont filière infirmière	471	507	511	541	527
Admissions en 1 ^{re} année	708	705	730	741	811
dont filière infirmière	179	185	184	208	203
Nombre de diplômés	117	115	130	135	133

Source :
Office cantonal
de la santé, Genève,
enquête annuelle 2022

Les stagiaires

Les stages sont une autre modalité d'attirer les futurs jeunes diplômés.

En France, les étudiants infirmiers doivent valider 6 stages pendant leur cursus de formation (soit 60 semaines) et les étudiants aides-soignants 4 également, soit 22 semaines. Il n'y a pas de déficit en places de stages sur ce territoire, les établissements français ont accueilli 3 587 stagiaires infirmiers en 2022 et 1 968 stagiaires aides-soignants et 124 apprentis.

Dans le canton de Genève, la formation Bachelor d'infirmière et infirmier se déroule sur 3 ans (6 semestres au minimum, 12 au maximum), à plein temps, dont 40 semaines de formation pratique ou sur 4 ou 5 ans (de 8 à 10 semestres minimum et 12 au maximum), à temps partiel, dont 40 semaines de formation pratique. Dès la rentrée 2024, afin d'attirer une population qui ne pourrait pas se permettre une formation à plein temps, la formation Bachelor en soins infirmiers à temps partiel sera proposée. Elle permettra à l'étudiante ou à l'étudiant une répartition des temps d'apprentissage sur une durée plus étendue³.

Synthèse et conclusion

En résumé, l'observatoire transfrontalier des professionnels de santé permet de recenser sur le territoire franco-genevois en 2022 un marché de l'emploi d'environ 12 700 infirmiers et 6 500 aides-soignants en activité dans les établissements sanitaires.

L'observatoire poursuit ses travaux vers des données de plus en plus exhaustives. L'élargissement du champ d'observation au canton de Vaud serait opportun.

Pour faire face aux enjeux des territoires transfrontaliers, des mesures ambitieuses et coordonnées de part et d'autre de la frontière sont pertinentes. La coopération transfrontalière en matière de ressources humaines dans le domaine de la santé est une piste intéressante à explorer. Parallèlement, il est également essentiel de développer et promouvoir la formation des professionnels de santé, d'améliorer les conditions de travail et de valoriser les métiers de la santé. L'observatoire transfrontalier des professions de la santé devient ainsi un outil indispensable à la réalisation de ces objectifs.

³Toutes les informations utiles concernant cette formation sont disponibles sur le site de la Haute école de santé Genève

